

Unité inter-départementale Gard-Lozère
89, rue Weber
CS 52 002
Cedex 02
30907 NÎMES

NÎMES, le 15/12/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 26/10/2022

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

UNION DES DISTILLERIES DE LA MEDITERRANEE

54 avenue de Montpellier
34725 ST ANDRE DE SANGONIS

Références :
Code AIOT : 0006600803

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/10/2022 dans l'établissement UNION DES DISTILLERIES DE LA MEDITERRANEE implanté 431, rue Philippe Lamour Zone industrielle 30600 VAUVERT. L'inspection a été annoncée le 06/10/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection est réalisée dans le cadre du suivi du dossier "gestion des eaux de surface" mené depuis fin 2019. Elle fait suite également à l'incident de déversement d'eaux chargées en matières organiques dans le réseau d'eaux pluviales de la zone industrielle suite aux épisodes orageux intenses de début septembre 2022.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- UNION DES DISTILLERIES DE LA MEDITERRANEE
- 431, rue Philippe Lamour Zone industrielle 30600 VAUVERT
- Code AIOT : 0006600803
- Régime : Autorisation

L'Union des Distilleries de la Méditerranée (UDM) est spécialisée dans le traitement des sous-produits de la viticulture et notamment :

- la production d'alcools par distillation des résidus solides (marcs) et liquides (lies ou vins),
- la fabrication d'engrais et de composts.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

Gestion des eaux de surface :

- Suite incident de septembre 2022 : débordement d'eaux chargées dans le réseau pluvial de la zone suite à des épisodes orageux intenses (référence : rapport d'incident du 20/09/2022) ;
- Suivi des constats de la précédente visite d'inspection du 15/06/2021 (référence : rapport de l'inspection du 13/07/2021) ;
- Mise à jour étude d'impact sur le volet "gestion des eaux de surface (référence : APC du 27/09/2021).

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
3	Audit de gestion des eaux pluviales	Arrêté Préfectoral du 20/12/2019, article 2	/	Prescriptions complémentaires	4 mois
4	Confinement eaux extinction	Arrêté Préfectoral du 07/01/2021, article 2	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
6	Gestion des eaux de surface	Arrêté Préfectoral du 27/09/2021, article 2	/	Mise en demeure, respect de prescription	4 mois
				Prescriptions complémentaires	8 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Déclaration incident	Code de l'environnement article R512-69	/	Sans objet
2	Gestion des eaux de surface - plan des réseaux	Arrêté Préfectoral du 10/01/2014, article 381	/	Sans objet
5	Eaux pluviales	Arrêté Préfectoral du 10/01/2014, article 3.6	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Cette inspection s'inscrit dans le suivi du volet "gestion des eaux de surface" sur lequel l'exploitant se fait accompagner techniquement depuis 2020 par la société extérieure Naldeo pour mener les études sur la gestion des eaux de surface. Lors de la dernière inspection menée sur ce thème le 15/06/2021, il a notamment été demandé à l'exploitant par arrêté préfectoral complémentaire la mise à jour de son étude d'impact sur ce volet, tant en situation chronique qu'accidentelle, y compris en cas de fortes précipitations.

La présente visite a également permis de faire un point suite au déversement accidentel d'eaux chargées en matières organiques survenu lors des épisodes pluvieux intenses de début septembre 2022. Cet événement met en avant l'importance du travail en cours réalisé par l'exploitant sur la gestion des eaux de surface y compris en période de fortes précipitations.

L'inspection relève suite à cette visite la mise en place opérationnelle de l'optimisation du poste de relevage ainsi que l'avancée des études techniques menées sur le sujet "gestion des eaux de surface". Ces études s'inscrivent en particulier dans le cadre de la signature de trois arrêtés préfectoraux complémentaires datés des 20/12/2019, du 7/01/2021 et du 27/09/2021. Cependant, ces études ne permettent de répondre qu'en partie aux problématiques et écartent sans argumentaires spécifiques certains points correspondant aux meilleures techniques disponibles. En particulier, il est relevé une absence d'analyse technico-économique spécifique sur la non proposition d'un "réseau de type séparatif" et sur la "limitation du ruissellement pour des eaux pluviales moins chargées". Il s'agit pourtant de points ressortant du retour d'expérience suite à l'évènement de septembre 2022 sus cité qui doivent être intégrés à la réflexion menée par l'exploitant pour le choix du fonctionnement futur du site.

Dans ces conditions, le recollement aux prescriptions de ces trois arrêtés repris en annexe du présent rapport conduit l'inspection à proposer :

- un arrêté préfectoral de mise en demeure concernant l'absence de secours effectif disponible pour le poste de relevage des eaux du site permettant d'accéder aux rétentions du site et concernant des manquements relatifs à la gestion des eaux concernant les tours aéroréfrigérantes et les chaudières ;
- un arrêté préfectoral complémentaire afin que l'exploitant complète sa mise à jour de l'étude d'impact et se positionne sur son choix de fonctionnement futur de gestion des eaux de surface sur site accompagné d'un planning opérationnel de mise en œuvre. Cet arrêté intègre la demande d'avis d'un organisme expert en matière de gestion des eaux de surface sur la pertinence et l'efficacité des mesures prévues de façon à permettre l'atteinte de l'objectif d'une gestion maîtrisée des eaux de surface, tant en situation accidentelle que chronique.

Les deux projets d'arrêtés sont joints en annexe du présent rapport.

2-4) Fiches de constats

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 27/09/2020, article 512-69
Thème(s) : Risques accidentels, Rapport d'incident
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1.</p> <p>Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme. Si une enquête plus approfondie révèle des éléments nouveaux modifiant ou complétant ces informations ou les conclusions qui en ont été tirées, l'exploitant est tenu de mettre à jour les informations fournies et de transmettre ces mises à jour au préfet ainsi qu'à l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats : Par appel téléphonique du 8 septembre 2022, l'exploitant informe l'inspection des installations classées d'un déversement d'effluents chargés en matières organiques viniques dans le réseau d'eaux pluviales de la zone industrielle vers le fossé situé en aval du site de l'UDM suite aux épisodes orageux intenses des 2, 6 et 7 septembre 2022. Les fortes précipitations survenues sur la zone industrielle en 2 épisodes ont provoqué la saturation des réseaux, y compris des réseaux urbains amont et aval du site.</p> <p>L'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées par mail du 23 septembre un premier rapport d'incident, qui a été complété le 30 septembre suite aux demandes de l'inspection du 26 septembre. Le rapport précise en particulier :</p> <ul style="list-style-type: none"> * la chronologie des événements et les mesures immédiates prises : en particulier, les capacités de stockage prévues sur le site (cuves aériennes et cuves de diffusion) ont joué leur rôle dans un premier temps avec un relevage resté opérant. Une fois les capacités de stockage pleines et les réseaux saturés, les eaux de ruissellement (hormis celles de la plateforme de compostage pouvant être isolées) ont suivi leur écoulement naturel vers le point bas du site. Elles se sont ensuite écoulées vers le réseau urbain, déjà saturé, provoquant un débordement au niveau du parking voitures du site et enfin vers le fossé eaux pluviales en aval en charge de diriger les eaux vers le Vallat de la Reynes. L'exploitant annonce un relevé sur des pluviomètres privés de 40mm sur le 1er épisode et 80mm cumulés sur les deux suivants et souligne l'intensité et la soudaineté particulière des épisodes survenus sur une durée de moins de 45 min ; * la nature des effluents en cause, substances non classées dangereuses, à savoir uniquement des eaux pluviales chargées en matières organiques dues au ruissellement des eaux pluviales sur les zones imperméables du site. Les ateliers produisant des eaux de procédés ont été arrêtés lors de l'évènement afin qu'aucun effluent industriel ne soit produit. L'inspection relève deux zones spécifiques non recouvertes et participant à la charge des eaux pluviales par ruissellement : le stockage de marcs de raisin désalcoolisés et décolorés stockés au sol près des cuves de diffusion en cette période de collecte après vendanges et la zone humus proche de la plateforme de compostage, des silos et des ateliers de production. A noter que les eaux issues de la plateforme de compostage n'ont pas alimenté le rejet vers le réseau urbain dans la mesure où elles ont été stockées sur cette dernière puis reprises dans le circuit de traitement habituel une fois la situation revenue à la normale ; * les causes de l'incident liées à ces épisodes et la proposition d'un plan d'actions adaptés afin d'éviter/limiter qu'un tel phénomène ne se reproduise. Sur ce point une étude globale sur le volet "gestion des eaux de surface" avec un prestataire extérieur est en cours depuis 2020. Cette étude

se déroule en plusieurs étapes clés à savoir :

- audit gestion des eaux de surface : état des lieux des réseaux eau de surface, dimensionnement des réseaux et optimisation du poste de relevage
- sécurisation du dispositif de relevage
- mise à jour de l'étude d'impact sur le volet gestion des eaux de surface en situation chronique et accidentelle y compris pendant les fortes précipitations.

Concernant les actions engagées par l'exploitant, les zones du parking et du fossé situé en aval du site où se sont accumulées les matières en suspension ont été nettoyées et curées les 28 et 29/09 au frais de l'exploitant une fois le débroussaillage du fossé demandé et effectué par la mairie le 23/09.

Le rapport relève la remarque de l'exploitant sur l'importance des flux avec un flot important provenant de l'amont du site (Costière et zones imperméabilisées amont) et un réseau aval saturé. Les exutoires (fossés et bassins de rétention) situés en amont sur la zone industrielle sont dit vite saturés lors de ces épisodes pluvieux exceptionnels, ce qui provoque par débordement la saturation du fossé de récupération qui contourne les sites de UFAB et UDM. L'inspection a constaté en visite un fossé de récupération peu entretenu et obstrué au niveau du linéaire contournant le site de l'UDM derrière la plateforme de compostage ne permettant pas ainsi l'écoulement des eaux pluviales venues de l'amont. Cette problématique de gestion des eaux pluviales de la zone industrielle est relayée auprès du service compétent.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Gestion des eaux de surface - plan des réseaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/01/2014, article 381

Thème(s) : Risques chroniques, Plan des réseaux

Point de contrôle déjà contrôlé : Suite visite d'inspection du 15/06/2021 (référence : rapport de l'inspection du 13/07/2021)

Prescription contrôlée :

Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.

Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte doit notamment faire apparaître :

- l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation,
- les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire, ...),
- les secteurs collectés et les réseaux associés,
- les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs...),
- les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).

Constats : Ce point de contrôle fait suite à la visite d'inspection "eaux de surface" du 15/06/2021. Suite à l'état des lieux mené avec la société extérieure l'accompagnant, l'exploitant a établi et dispose d'un plan des réseaux eaux mis à jour, référencé "indice 2 n°2100304" et daté du 3/02/2022.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Audit de gestion des eaux pluviales

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/12/2019, article 2
Thème(s) : Risques chroniques, Audit de gestion des eaux pluviales
Point de contrôle déjà contrôlé : Suite visite d'inspection du 15/06/2021 (référence : rapport de l'inspection du 13/07/2021)
Prescription contrôlée : L'exploitant mène dans un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté un audit sur la conception du réseau de gestion des eaux du site incluant notamment : <ul style="list-style-type: none">* une étude de séparation eaux pluviales/ eaux de procédés* une analyse sur le bon dimensionnement du réseau* la proposition de préconisations d'amélioration du réseau ;* les propositions de suite de la part de l'exploitant.
Constats : Ce point de contrôle fait suite à la visite d'inspection "eaux de surface" du 15/06/2021. Pour mémoire, l'exploitant a transmis par mail du 5 mai 2021 l'étude technique finale n°A2001304 du 20/03/2021 réalisée par Naldeo, pour l'amélioration et la fiabilisation du fonctionnement du poste principal de relevage des eaux usées. L'inspection relève que la note technique, pourtant demandée lors de la visite de juin 2021, ayant permis de conclure que le bon dimensionnement du réseau de gestion des eaux assurant le dispositif de rétention n'a pas été transmise par l'exploitant. Également, pour compléter son analyse technique sur ce sujet de gestion des eaux de surface, l'exploitant, toujours accompagné par Naldéo, a mené deux études complémentaires : <ul style="list-style-type: none">- étude n°A2101179 du 16 novembre 2021 "reconnaissance des réseaux d'effluents et étude des bassins versants";- étude n°A2101179 du 12 juillet 2022 "gestion des eaux pluviales et dimensionnement des ouvrages hydrauliques". En conclusion de l'étude du novembre 2021, le bureau d'étude précise en pistes de réflexion une remise en état des réseaux dans un objectif de tendre au plus près de la configuration d'un réseau de type séparatif, conformément à la réglementation et dans une logique de traitement du sujet à la source. Il est proposé de distinguer les flux suivants : "eaux pluviales sur voirie propre", "eaux pluviales sales" et "eaux de process". Cependant, l'étude ayant suivi datée de juillet 2022 propose dans son analyse un seul réseau de collecte (mise à part pour les eaux de toitures) sans apporter une étude spécifique argumentant cette position. En visite, l'exploitant confirme à l'inspection renoncer à la mise en place d'un réseau de type séparatif de par la conception du site et l'objectif de mise en rétention de ce dernier. L'inspection relève que ces éléments ne sont pas étayés par une étude technico-économique spécifique argumentant cette position, s'écartant pourtant des meilleures techniques disponibles. Le retour d'expérience du déversement des eaux chargés lors des forts épisodes pluvieux de septembre 2022 met en évidence que cette position de réseau unique pose une réelle difficulté en cas de fortes pluies devant être encaissées par ce réseau unitaire. Ce point fait l'objet de prescriptions complémentaires renforcées proposées en annexe.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Prescriptions complémentaires
Proposition de délais : 4 mois

N° 4 : Confinement eaux extinction

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/01/2021, article 2
Thème(s) : Risques accidentels, Sécurisation poste de relevage
Point de contrôle déjà contrôlé : Suite visite d'inspection du 15/06/2021 (référence : rapport de l'inspection du 13/07/2021)
<p>Prescription contrôlée : Le 3e alinéa de l'article 3.13 « Confinement des eaux d'extinction » de l'arrêté préfectoral n° 14-003N du 10/01/2014 est modifié et complété par les dispositions suivantes :</p> <p>L'exploitant transmet, dans un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté, une étude proposant les mesures pouvant être mises en place sur le site, visant à disposer d'un dispositif de drainage passif permettant de diriger le flux recueilli de manière gravitaire vers la rétention déportée. Le dimensionnement de cette rétention déportée est conforme aux dispositions de l'article 3.12.2 du présent arrêté.</p> <p>En cas d'impossibilité technique justifiée de disposer d'un dispositif de drainage passif, l'écoulement vers la rétention déportée associée peut être constitué d'un dispositif de drainage commandable manuellement et automatiquement sur déclenchement du système de détection d'incendie ou d'écoulement. Dans ce cas, la pertinence, le dimensionnement et l'efficacité du dispositif de drainage sont démontrés au regard des conditions et de la configuration des stockages. En cas de mise en place d'un dispositif actif, les équipements nécessaires au dispositif (pompes, etc.) sont conçus pour résister aux effets auxquels ils sont soumis. Ils disposent d'une alimentation électrique de secours et, le cas échéant, d'équipement empêchant la propagation éventuelle d'un incendie.</p> <p>Cette étude est accompagnée d'un calendrier justifié de réalisation des modifications/ travaux prévus sur le site.</p>
<p>Constats : Ce point de contrôle fait suite à la visite d'inspection "eaux de surface" du 15/06/2021.</p> <p>Pour mémoire, l'exploitant a transmis par mail du 5 mai 2021 l'étude technique n°A2001304 du 20/03/2021 réalisée par Naldeo, pour l'amélioration et la fiabilisation du fonctionnement du poste principal de relevage des eaux usées, accompagnée d'un calendrier de réalisation des travaux lors de l'arrêt de la distillerie de mi juillet à mi-août. L'étude présente un système de drainage actif permettant de recueillir le flux avec :</p> <ul style="list-style-type: none"> - une première rétention en point bas du site (écoulement gravitaire) assurée par le cuvon équipé de deux pompes de relevage immergées dont le débit est doublé vis à vis de la situation actuelle, - une 1ere rétention complémentaire, via l'activation des pompes de relevage du cuvon (dispositif actif sur déclenchement du niveau haut du cuvon) permettant de diriger le flux vers une cuve de réception primaire de 500m3 par déclenchement du niveau haut dans le cuvon; - une 2eme rétention complémentaire assurée par 3 cuves de stockage secondaires (zone diffusion : n°19, 20 et 21) d'un volume unitaire de 200m3, soit 600m3 complémentaire. Le flux peut être dirigé gravitairement vers cette rétention secondaire par ouverture automatique de la vanne de remplissage des cuves sur détection de niveau haut dans la cuve primaire de 500m3. <p>L'exploitant justifie de la réalisation effective à l'été 2021 des travaux d'amélioration et de fiabilisation du fonctionnement du poste de relevage et de disponibilité des capacités de rétention annoncées avec la mise en place :</p> <ul style="list-style-type: none"> - de nouvelles pompes immergées redimensionnées et avec leur protection via un dégrilleur placé en amont ; - d'une vanne motorisée sur le réseau de délestage de la cuve de réception principale vers les cuves de diffusion ; - d'une vanne d'isolement sur le regard de surverse existant sur le regard eaux pluviales. <p>A noter que la mise en place d'équipements empêchant la propagation d'un incendie vers la poste de relevage a été constatée par l'inspection lors de la visite sur site du 21 juillet 2022 (thématique rétention "post lubrizol").</p>

Ces nouveaux aménagements s'inscrivent dans la démarche d'optimisation et de sécurisation du dispositif de rétention déporté en place sur le site de l'UDM pour collecte des flux en cas de déversement accidentel et/ou en cas d'incendie avec les eaux d'extinction. La pertinence, le dimensionnement et l'efficacité du dispositif de drainage actif sont analysées dans l'étude de mars 2021 menée avec Naldéo au regard des conditions et de la configuration des stockages.

Concernant l'alimentation électrique de secours du relevage, l'exploitant précise qu'elle n'a pas été mise en place malgré la proposition présentée dans l'étude Naldéo de mars 2021. A date, cette option n'a pas non plus été retenue dans les investissements à venir. Dans ces conditions, les travaux réalisés ne permettent pas que les équipements concernés disposent d'une alimentation électrique de secours contrairement aux prescriptions réglementaires.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : Eaux pluviales

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/01/2014, article 3.6

Thème(s) : Risques chroniques, Consignes

Point de contrôle déjà contrôlé : Suite visite d'inspection du 15/06/2021 (référence : rapport de l'inspection du 13/07/2021)

Prescription contrôlée :

...] Le poste de relevage est équipé d'une sonde de mesure du niveau d'eau, reliée à une alarme visuelle et sonore permettant de détecter toute anomalie dans le fonctionnement des pompes de reprise des effluents. Tout déclenchement de l'alarme doit entraîner une intervention humaine, dans les délais les plus brefs. Une consigne est établie pour déterminer les modalités de l'intervention.

Constats : Ce point de contrôle fait suite à la visite d'inspection "eaux de surface" du 15/06/2021.

Pour mémoire, l'inspection avait constaté que l'exploitant n'a pas mis en place, dans la suite de l'audit du système de gestion des eaux, de consignes au niveau du cuvon de relevage, ainsi qu'au niveau du barrage nouvellement équipé de mesure de niveau et d'alarme, afin de déterminer les modalités de l'intervention.

Lors de cette visite, l'inspection relève la mise en place d'une consigne disponible dans l'armoire située au poste de relevage intitulée "gestion des effluents et des eaux de surface de Vauvert". Un opérateur est formé sur cette consigne ainsi que le responsable maintenance et le directeur de site en cas d'absence.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/09/2021, article 2
Thème(s) : Risques chroniques, Mise à jour étude d'impact sur le volet "gestion des eaux de surface"
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant complète et met à jour l'étude d'impact sur le volet « gestion des eaux de surface » du site tant en situation accidentelle que chronique en faisant appel à un organisme tiers compétent.</p> <p>Ces compléments et mises à jour comprennent notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le descriptif détaillé de l'ensemble des réseaux d'effluents, en précisant la nature et la composition des effluents concernés, y compris les purges des chaudières et des tours aéroréfrigérantes (TAR), accompagnée du plan complet des réseaux ; - la description et la justification du dimensionnement des ouvrages de collecte, de traitement et de stockage (jusqu'au départ vers l'épandage) ; - les mesures de contrôles et de traitement de ces effluents, en particulier pour les purges des TAR et des chaudières en application des arrêtés ministériels correspondants, mises en œuvre et leur état de fonctionnement ; - l'analyse des impacts des rejets sur le milieu tant vers l'épandage en situation chronique, qu'en situation accidentelle, y compris lors des périodes de fortes précipitations ; - les dispositions techniques et organisationnelles mises en œuvre pour la gestion des pollutions accidentelles y compris lors des périodes de fortes précipitations ; - l'étude épandage actualisée au regard des évolutions depuis la dernière étude de 2002 établie par le précédent exploitant Finedoc. Cette analyse comprend au minimum : <ul style="list-style-type: none"> 1° La fabrication des effluents : origine, procédés de fabrication, quantités et caractéristiques ; 2° La représentation cartographique au 1/25 000 du périmètre d'étude et des zones aptes à l'épandage ; 3° La représentation cartographique, à une échelle appropriée, des parcelles aptes à l'épandage et de celles qui en sont exclues, en précisant les motifs d'exclusion ; 4° La liste des parcelles retenues avec leur référence cadastrale ; 5° L'identification des contraintes liées au milieu naturel ou aux activités humaines dans le périmètre d'étude et l'analyse des nuisances qui pourraient résulter de l'épandage ; 6° La description des caractéristiques des sols, des systèmes de culture et des cultures envisagées dans le périmètre d'étude ; 7° Une analyse des sols portant sur les paramètres mentionnés au tableau 2 de l'annexe VII a de l'arrêté ministériel du 2/2/1998 modifié et sur l'ensemble des paramètres mentionnés en annexe VII c du même arrêté, réalisée en un point de référence, représentatif de chaque zone homogène ; 8° La justification des doses d'apport et des fréquences d'épandage sur une même parcelle ; 9° La description des modalités techniques de réalisation de l'épandage ; 10° La description des modalités de surveillance des opérations d'épandage et de contrôle de la qualité des effluents ou déchets épandus ; 11° La localisation, le volume et les caractéristiques des ouvrages d'entreposage. <p>L'étude présente également l'argumentaire relatif aux suites données aux observations, notamment celles formulées dans les rapports de la MESE à partir de 2018.</p> <p>Dans le cadre de cette mise à jour, l'exploitant procède au recollement de ses installations « chaudières » et « tours aéroréfrigérantes » par rapport au volet « gestion des eaux » des arrêtés ministériels correspondants s'appliquant sur son site.</p> <p>Le document mis à jour est transmis à madame la préfète du Gard dans un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté.</p>
Constats : Suite à l'étude technique pour l'amélioration et la fiabilisation du fonctionnement du poste principal de relevage des eaux usées datée du 20/03/2021, l'exploitant a mené dans la cadre

de la mise à jour de l'étude d'impact demandée les études suivantes :

- Etude "reconnaissance des réseaux d'effluents et étude des bassins versants" datée du 16/11/2021 ;
- Etude "gestion des eaux pluviales et dimensionnement des ouvrages hydrauliques" datée du 12/07/2022 ;
- Etude "qualité des eaux des tours aéroréfrigérantes et gestion des pollutions chroniques et accidentelles" datée du 30/09/2022.

L'inspection relève que le 2e paragraphe du chapitre "contexte" du rapport du 12/07/2022 est erroné : l'inspection n'a en aucun cas demandé de mettre en œuvre une gestion des eaux pluviales qui permettent de retenir la pollution de premier flot et de gérer les eaux pluviales pour une occurrence décennale. L'objectif de ces études est justement d'analyser la gestion des eaux pluviales et des eaux de procédés aujourd'hui mélangées dans un même réseau et de proposer un fonctionnement et un dimensionnement des équipements permettant de répondre à la réglementation en vigueur afin d'en limiter ses impacts sur l'environnement, tant en situation accidentelle (y compris en cas de fortes pluies) que chronique.

Ces 3 études permettent de disposer d'éléments techniques plus précis sur le volet « gestion des eaux de surface » du site et de propositions de fonctionnement futur, tant en situation accidentelle que chronique.

Cependant, l'inspection relève que l'exploitant n'a pas intégré dans ces études tous les points relatifs aux purges de chaudières et de TAR tels que précisé dans l'arrêté préfectoral du 27/09/2021 à savoir :

- descriptif détaillé des purges des chaudières , mesures de contrôles et de traitement en application des arrêtés ministériels correspondants, leur mises en œuvre et leur état de fonctionnement ;
- recollement des installations « chaudières » et « tours aéroréfrigérantes » par rapport au volet « gestion des eaux » des arrêtés ministériels correspondants s'appliquant sur son site, et le plan d'actions de l'exploitant en découlant.

Ces points relèvent d'une non-conformité aux prescriptions applicables au site et sont intégrés au projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure ci-joint.

Également, l'inspection relève que sont absents de cette analyse :

- le point relatif à l'actualisation de l'étude épandage depuis la dernière étude de 2002 établie par le précédent exploitant Finedoc, accompagné de l'argumentaire relatif aux suites données aux observations, notamment celles formulées dans les rapports de la MESE à partir de 2018 ; cette actualisation ne pouvant être conduite qu'une fois les sujets étude et prise de décision sur le volet « gestion des eaux de surface » finalisés ;

- l'argumentaire technico-économique sur lequel l'exploitant s'appuie pour écarter en cours d'étude certaines pistes d'amélioration, à savoir :

- * la non prise en compte d'une option permettant de se rapprocher au plus près d'un réseau de gestion des eaux de type séparatif (cf constat 3 ci-dessus) ;
- * la non prise en compte des options (couverture / toiture ou aménagement) pour limiter le fait que les eaux de pluie se chargent par ruissellement sur certaines zones contributrices (exemples identifiés en visite : plateforme stockage humus ou encore zone de stockage au sol des marcs de raisin désalcoolisés et décolorés près des cuves de diffusion en période de vendange) ;

- la note technique permettant de justifier la conclusion sur le bon dimensionnement du réseau de gestion des eaux (cf constat 3 ci-dessus) ;

Il appartient à l'exploitant de compléter son étude en conséquence et de se positionner sur le fonctionnement futur choisi par la transmission de son plan d'actions en découlant accompagné d'un planning de mise en œuvre.

Ces constats font l'objet de prescriptions renforcées proposées en annexe du présent rapport, intégrant la demande d'avis d'un organisme expert en matière de gestion des eaux de surface sur la pertinence et l'efficacité des mesures prévues de façon à permettre l'atteinte de l'objectif d'une gestion maîtrisée des eaux de surface, tant en situation accidentelle que chronique.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription et Prescriptions complémentaires

Proposition de délais : 3 mois et 8 mois



**PRÉFÈTE
DU GARD**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement Occitanie
Unité inter-départementale Gard-Lozère**

Nîmes, le

Cellule risques anthropiques

Courriel : uid-30-48.dreal-occitanie@developpement-durable.gouv.fr

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL COMPLÉMENTAIRE n° 2022-XXX-DREAL
portant prescriptions complémentaires pour l'Union des Distilleries de la Méditerranée
(UDM) sur le volet « gestion des eaux de surface »**

La préfète du Gard,
Officier de la Légion d'honneur,
Officier de l'Ordre national du Mérite

- VU** le code de l'environnement et notamment le titre VIII du livre 1^{er} ;
- VU** l'arrêté ministériel du 2 février 1998 révisé relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation modifié ;
- VU** l'arrêté préfectoral n° 94.037N du 16 mars 1994 réglementant l'exploitation de la distillerie vinicole SICA FINEDOC à Vauvert ;
- VU** l'arrêté préfectoral complémentaire n° 14-003N du 10 janvier 2014 autorisant diverses modifications d'installations et réglementant l'exploitation des installations de distillation, de stockage de produits distillés, de production de compost, d'engrais et de colorants, exploitées par l'USCA UNION DES DISTILLERIES DE LA MEDITERRANEE (UDM) à Vauvert ;
- VU** le donner acte du 7 décembre 2016 actant le classement actualisé du site au regard des rubriques de la nomenclature des ICPE ;
- VU** l'arrêté préfectoral complémentaire n° 19-057-DREAL du 20 décembre 2019 réglementant l'exploitation des installations de distillations, de stockage de produits distillés, de produit de compost, d'engrais et de colorants, exploités par l'USCA UDM à Vauvert ;
- VU** l'arrêté préfectoral n° 20-148-DREAL du 7 août 2020 portant prescriptions complémentaires pour l'UNION DES DISTILLERIES DE LA MEDITERRANEE (UDM) pour la modernisation et l'augmentation des capacités de production de l'atelier engrais ;
- VU** l'arrêté préfectoral n° 21-001-DREAL du 7 janvier 2021 portant prescriptions complémentaires pour l'UNION DES DISTILLERIES DE LA MEDITERRANEE (UDM) ;

- VU** l'arrêté préfectoral n° 21-068-DREAL du 27 septembre 2021 portant prescriptions complémentaires pour l'UNION DES DISTILLERIES DE LA MEDITERRANEE (UDM) ;
- VU** le rapport de l'inspection de l'environnement, spécialisée installations classées, daté du 10 novembre 2022 et faisant suite à l'inspection menée sur le site de Vauvert le 26 octobre 2022 ;
- VU** le projet d'arrêté préfectoral complémentaire porté par courrier recommandé du xxx à la connaissance de l'exploitant ;
- VU** (l'absence d') les observations de l'exploitant formulées xxxxx

CONSIDÉRANT que la société UDM exploite une installation de distillation et stockage de produits distillés/produits de compost sur le territoire de la commune de Vauvert ;

CONSIDÉRANT que lors de la visite du 26 octobre 2022 sur le site de Vauvert l'inspection a constaté que l'exploitant a réalisé à l'été 2021 les travaux d'amélioration et de fiabilisation du fonctionnement du poste principal de relevage des eaux usées sous la maîtrise d'œuvre de la société Naldéo ayant réalisé l'étude d'ingénierie ;

CONSIDÉRANT dans ces conditions que l'exploitant mène son plan d'actions s'inscrivant dans la démarche d'optimisation et de sécurisation du dispositif de rétention déporté en place sur le site de l'UDM pour collecter des flux en cas de déversement accidentel et/ou en cas d'incendie avec les eaux d'extinction ;

CONSIDÉRANT que lors de la visite du 26 octobre 2022 sur le site de Vauvert l'inspection a constaté l'avancée des études techniques menées sur le sujet "gestion des eaux de surface" du site, tant en situation chronique qu'accidentelle y compris lors des périodes de fortes précipitations, études menées par un bureau d'études extérieur et s'inscrivant dans le cadre des trois arrêtés préfectoraux complémentaires suscités datés des 20/12/2019, du 7/01/2021 et du 27/09/2021, à savoir :

- étude n°A2001304 du 20 mars 2021 « amélioration et fiabilisation du fonctionnement du poste principal de relevage des eaux usées » n°A2001304 du 20/03/2021 ;
- étude n°A2101179 du 16 novembre 2021 "reconnaissance des réseaux d'effluents et étude des bassins versants" ;
- étude n°A2101179 du 12 juillet 2022 "gestion des eaux pluviales et dimensionnement des ouvrages hydrauliques" ;

CONSIDÉRANT cependant que lors de la visite du 26 octobre 2022 sur le site de Vauvert l'inspection a constaté des manquements dans l'analyse menée afin de disposer de tous les éléments d'appréciations dans l'objectif d'une prise de décision finale de l'exploitant notamment en ce qui concerne les volets « réseau de gestion des eaux de type séparatif » et « limitation de la production d'eaux chargées par ruissellement des eaux pluviales » ;

CONSIDÉRANT le retour d'expérience suite au déversement d'eaux chargées dans le réseau d'eau pluvial de la zone industrielle suite aux épisodes de fortes précipitation de septembre 2022 ;

CONSIDÉRANT également que suite à la visite du 15 juin 2021 sur le site de Vauvert il est attendu une demande de l'exploitant de révision des prescriptions identifiées non adaptées avec motivations et argumentation des modifications sollicitées ,

- CONSIDÉRANT** en effet que l'exploitant souhaite réviser une partie des prescriptions relatives aux volets « eaux de surface » et « épandage » de l'arrêté préfectoral n° 14-003N qu'il juge inadaptées de par la conception historique du site et de par des eaux de ruissellement particulièrement chargées en matière organique ;
- CONSIDÉRANT** le lien indissociable entre « gestion des eaux de surface » et « épandage » en cohérence avec le plan d'épandage ;
- CONSIDÉRANT** que la Mission d'Expertise et de Suivi des Épandages du Gard (MESE) dans son rapport du 11 septembre 2018 sur le bilan agronomique 2017 émet un avis réservé et soulève des problématiques sur la lame d'eau, le bilan agronomique, l'exploitation de parcelles d'un îlot ou encore les périodes d'interdiction d'épandage ;
- CONSIDÉRANT** que les éléments d'appréciation dont dispose l'inspection des installations classées sur la gestion des eaux au sein de cet établissement, ainsi que sur la compatibilité du plan d'épandage avec les enjeux environnementaux sont anciens (plan d'épandage mis à jour en 2002 et actualisation de l'étude d'impact datée d'octobre 2005)
- CONSIDÉRANT** dans ces conditions la nécessité d'actualiser l'étude du plan d'épandage montrant l'innocuité et l'intérêt agronomique des effluents épandus ainsi que l'analyse des impacts liés à la « gestion des eaux de surface » sur le site y compris en situation accidentelle, afin de pouvoir procéder à une révision globale et cohérente de l'arrêté préfectoral n° 14-003N sus cité, en conformité avec l'arrêté ministériel du 2 février 1998 ;
- CONSIDÉRANT** en conséquence qu'il convient de demander à l'exploitant de compléter ses études pour mise à jour de son étude d'impact sur le volet « gestion des eaux de surface » pour prévenir les nuisances et les risques présentés par les installations ;
- CONSIDÉRANT** que la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement rend nécessaire d'imposer à cette installation des prescriptions complémentaires ;
- CONSIDÉRANT** en application de l'article R.181-45 du code de l'environnement que la préfète peut imposer des mesures additionnelles que le respect des dispositions des articles L. 181-3 et L. 181-4 rend nécessaire, en particulier, la fourniture de précisions ou la mise à jour des informations contenus dans l'étude d'impact ;
- CONSIDÉRANT** que les conditions légales de délivrance de l'autorisation sont réunies ;

Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture du Gard ;

A R R Ê T E

Article 1 – Bénéficiaire

L'USCA UNION DES DISTILLERIES DE LA MEDITERRANEE (UDM) dont le siège social est situé Z.I. Mas Barbet – 431 rue Philippe Lamour 30600 VAUVERT, est autorisée à poursuivre l'exploitation de son usine située à la même adresse, sous réserve du respect des prescriptions des actes antérieurs et du présent arrêté.

Article 2 – Études complémentaires de « gestion des eaux de surface »

L'exploitant complète et transmet à l'inspection sous 3 mois à compter de la notification du présent arrêté les études réalisées depuis 2020 sur le volet gestion des eaux de surface, tant en situation accidentelle que chronique.

Ces compléments comprennent notamment :

- une analyse spécifique sur la séparation des eaux pluviales / eaux de procédés avec propositions et argumentaires associées ;
- une analyse spécifique pour limiter la charge des eaux de pluie par ruissellement avec prise en compte et identification des zones les plus contributrices, suivie de propositions techniques ;
- la note technique permettant de justifier la conclusion du bon dimensionnement du réseau de gestion des eaux ;

Sous 4 mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant transmet à l'inspection son rapport actant son positionnement futur choisi pour la gestion des eaux de surface, accompagné du plan d'actions adapté en conséquence.

Sous 6 mois à compter de la notification du présent arrêté, un organisme expert en matière de gestion des eaux de surface préalablement proposé par l'exploitant et validé par la DREAL, donne son avis global sur la pertinence et l'efficacité des mesures prévues de façon à permettre l'atteinte de l'objectif d'une gestion maîtrisée des eaux de surface, tant en situation accidentelle que chronique.

L'exploitant actualise et transmet à l'inspection sous 6 mois à compter de la notification du présent arrêté son étude épandage depuis la dernière étude de 2002 établie par le précédent exploitant Finedoc, accompagné de l'argumentaire relatif aux suites données aux observations, notamment celles formulées dans les rapports de la MESE à partir de 2018.

L'exploitant transmet à madame la préfète du Gard sous 8 mois à compter de la notification du présent arrêté son étude d'impact actualisée sur le volet « gestion des eaux de surface » en conséquence.

Sous ce même délai, il fournit un planning de réalisation des différents travaux nécessaires notamment après validation de l'organisme spécialisé susvisé. Ce planning de réalisation n'excède pas 18 mois.

Article 3 – Sanctions

Les infractions ou l'inobservation des conditions légales fixées par le présent arrêté entraîneront l'application des sanctions pénales et administratives prévues par le titre VII du livre 1^{er} du code de l'environnement.

Article 4 - Frais

Tous les frais occasionnés par l'application du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

Article 5 - Délais et voies de recours

Conformément aux dispositions de l'article L 514-6 du Code de l'Environnement susvisé, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

Elle peut être déférée à la juridiction administrative :

- par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter de la date de notification du présent arrêté ;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation visée par le présent arrêté présente pour les intérêts visés à l'article L 511-1 du Code de l'Environnement précité, dans un délai de 4 mois à compter de la publication ou de l'affichage du présent arrêté.

Article 6 - Publicité

Conformément aux dispositions de l'article R.181-45 du code de l'environnement, le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'Etat du département du Gard, pendant une durée minimale de quatre mois.

Le présent arrêté est publié sur le site internet Géorisques - Installations classées pour la protection de l'environnement, à l'adresse :

<https://www.georisques.gouv.fr/dossiers/installations>

Le présent arrêté sera notifié à la société USCA UNION DES DISTILLERIES DE LA MEDITERRANEE (UDM).

Ampliation en sera adressée à :

- monsieur le secrétaire général de la préfecture du Gard,
- monsieur le maire de la commune de Vauvert,
- monsieur le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Occitanie,

chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté

Article 7 - Exécution

Le secrétaire général de la préfecture du Gard, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement d'Occitanie, le maire de Vauvert sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'USCA Union des Distilleries de Méditerranée.

La préfète,



**PRÉFÈTE
DU GARD**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement Occitanie
Unité inter-départementale Gard-Lozère**

Nîmes, le

Cellule risques anthropiques
Courriel : uid-30-48.dreal-occitanie@developpement-durable.gouv.fr

PROJET

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL n° 2022-xxx-DREAL

mettant en demeure la société Union des Distilleries de Méditerranée (UDM)

Le préfet du Gard,
Chevalier de la Légion d'honneur,
Officier de l'Ordre national du Mérite,

- VU** le titre VII du livre I du code de l'environnement, relatif aux dispositions communes et notamment l'article L. 171-8 ;
- VU** le titre 1er du livre V du code de l'environnement, relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement ;
- VU** l'arrêté préfectoral n°94.037N du 16 mars 1994 réglementant l'exploitation de la distillerie vinicole SICA FINEDOC à Vauvert ;
- VU** l'arrêté préfectoral complémentaire n°14-003N du 10 janvier 2014 autorisant diverses modifications d'installations et réglementant l'exploitation des installations de distillation, de stockage de produits distillés, de production de compost, d'engrais et de colorants, exploitées par l'USCA UNION DES DISTILLERIES DE LA MEDITERRANEE (UDM) à Vauvert ;
- VU** le donner acte du 7 décembre 2016 actant le classement actualisé du site au regard des rubriques de la nomenclature des ICPE ;
- VU** l'arrêté préfectoral complémentaire n°19-057-DREAL du 20 décembre 2019 réglementant l'exploitation des installations de distillations, de stockage de produits distillés, de produit de compost, d'engrais et de colorants, exploités par l'USCA UDM à Vauvert ;
- VU** l'arrêté préfectoral n°20-148-DREAL du 7 août 2020 portant prescriptions complémentaires pour l'UNION DES DISTILLERIES DE LA MEDITERRANEE (UDM) pour la modernisation et l'augmentation des capacités de production de l'atelier engrais ;
- VU** l'arrêté préfectoral n° 21-001-DREAL du 7 janvier 2021 portant prescriptions complémentaires pour l'UNION DES DISTILLERIES DE LA MEDITERRANEE (UDM) ;

- VU** l'arrêté préfectoral n° 21-068-DREAL du 27 septembre 2021 portant prescriptions complémentaires pour l'UNION DES DISTILLERIES DE LA MEDITERRANEE (UDM) ;
- VU** le rapport de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées, daté du 10 novembre 2022 et faisant suite à l'inspection menée sur le site de Vauvert le 26 octobre 2022 ;
- VU** le projet d'arrêté de mise en demeure porté par courrier recommandé du xxxx à la connaissance de l'exploitant ; ;
- VU** l'absence de réponse / le courrier d'observations d l'exploitant du xxxx ;

Considérant que la société UDM exploite des installations classées pour la protection de l'environnement sur son site industriel situé 431 rue Philippe Lamour à Vauvert réglementé par l'arrêté préfectoral n°14.003N susvisé ;

Considérant que l'arrêté préfectoral n°21-001-DREAL du 7 janvier 2021 susvisé impose à son article 2 relatif au confinement des eaux d'extinction que les équipements nécessaires au dispositif de drainage non passif permettant de recueillir le flux et de le diriger vers la rétention déportée disposent d'une alimentation électrique de secours ;

Considérant qu'il a été constaté lors de la visite d'inspection du 26 octobre 2022 que les pompes du dispositif de relevage permettant de recueillir le flux et de le diriger vers la rétention déportée ne dispose pas d'une alimentation électrique de secours ;

Considérant que la société UDM ne respecte donc pas les prescriptions de l'article 2 de l'arrêté préfectoral n°21-001-DREAL susvisé ;

Considérant que l'arrêté préfectoral n°2021-068-DREAL du 27 septembre 2021 susvisé impose à son article 2 relatif à la mise à jour du volet « gestion des eaux de surface » de l'étude d'impact que l'exploitant complète et met à jour son étude d'impact sur le volet de « gestion des eaux de surface » du site [...] et que ces compléments comprennent notamment :

- le descriptif détaillé [...] des purges des chaudières [..]
- les mesures de contrôles et de traitement [...] pour les purges des chaudières en application des arrêtés ministériels correspondants, leur mises en œuvre et leur état de fonctionnement ;
- le recollement des installations « chaudières » et « tours aéroréfrigérantes » par rapport au volet « gestion des eaux » des arrêtés ministériels correspondants s'appliquant sur son site, et le plan d'actions de l'exploitant en découlant.

Considérant qu'il a été constaté lors de la visite d'inspection du 26 octobre 2022 que l'exploitant n'a pas complété son étude sur les points relatifs à la description des purges de chaudières, les mesures de contrôle et de traitement des purges de chaudière en application de l'arrêté ministériel correspondant et relatifs au recollement des installations « chaudières » et « tours aéroréfrigérantes » par rapport au volet « gestion des eaux » des arrêtés ministériels correspondants s'appliquant sur son site, ;

Considérant que la société UDM ne respecte donc pas les prescriptions de l'article 2 de l'arrêté préfectoral n°2021-068-DREAL susvisé ;

Considérant que cette situation est de nature à porter préjudice aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement ;

Considérant le délai nécessaire pour la mise en conformité ;

Considérant que la société UDM, conformément aux dispositions de l'article L.171-8 du code de l'environnement, doit être mise en demeure de se satisfaire aux prescriptions qui lui sont applicables ;

Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture de du Gard ;

A R R Ê T E

Article 1 – Mise en demeure

L'USCA UNION DES DISTILLERIES DE LA MEDITERRANEE (UDM) dont le siège social est situé Z.I. Mas Barbet – 431 rue Philippe Lamour 30600 VAUVERT, est mise en demeure de se conformer aux dispositions :

- de l'article 2 de l'arrêté préfectoral n°21-001-DREAL du 7 janvier 2021 dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté ;
- de l'article 2 de l'arrêté préfectoral n°2021-068-DREAL du 27 septembre 2021 dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté.

Article 2 – Sanctions

Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ces mêmes articles, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Article 3 – Délais et voies de recours

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction en application de l'article L.171-1 du code de l'environnement.

Il peut être déféré auprès du tribunal administratif de Nîmes :

1° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de ces décisions,

2° par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Le tribunal administratif peut être aussi saisi par l'application informatique « Telerecours Citoyens » accessible sur le site www.telerecours.fr.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2° ci-avant.

Article 4 – Information des tiers

Conformément aux dispositions de l'article R. 181-44 du code de l'environnement :

1° Une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de Vauvert et peut y être consultée ;

2° Un extrait de cet arrêté est affiché à la mairie de Vauvert pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire ;

3° Le présent arrêté est publié sur le site internet de l'État ;

4° Ce même arrêté est affiché en permanence, de façon visible, sur le site de l'exploitation à la diligence de la société USCA Union des Distilleries de Méditerranée.

Article 5 – Exécution

Le secrétaire général de la préfecture du Gard, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) OCCITANIE - unité inter-départementale Gard-Lozère, le maire de Vauvert sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui est notifié à la société USCA Union des Distilleries de Méditerranée dont le siège social est situé ZI Mas Barbet – 431 rue Philippe Lamour 30600 Vauvert en recommandé avec accusé de réception.

La préfète